

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du lundi 18 décembre 2023

Membres en exercice : 26
Présents : 18
Procuration(s) : 7
Absent(s) : 1
Nombres de votants : 25
Votes pour : 25
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : vendredi 8 décembre 2023

DELIBERATION N°DL_CP2023_0265

Relative à la signature d'une convention de partenariat entre le MEAE, le MOM et le Conseil Départemental de Mayotte pour développer leur travail conjoint pour la coopération dans le sud-ouest de l'océan Indien et l'insertion de Mayotte dans son environnement régional

L'an deux mille vingt-trois, le dix huit décembre, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue au Conseil départemental - Hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Madame Mariam SAID KALAME, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Rosette VITTA, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echati ISSA, Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Daniel ZAIDANI, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC, Monsieur Soula SAID SOUFFOU

Conseillers départementaux représentés :

Monsieur Ali OMAR donne pouvoir à Monsieur Saindou ATTOUMANI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE donne pouvoir à Madame Rosette VITTA, Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Alain SARMENT donne pouvoir à Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Monsieur El Anrif HASSANI donne pouvoir à Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Nadjayedine SIDI donne pouvoir à Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Zaounaki SAINDOU donne pouvoir à Monsieur Ben Issa OUSSENI

Conseiller départemental absent :

Monsieur Salime MDERE,

Secrétaire de séance désignée :

Madame Hélène POLLOZEC

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** la délibération n° DL_2021_00197 du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection de monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu** la délibération n° DL_AP2021_0203 du 19 juillet 2021, relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission Permanente ;
- Vu** la délibération n°DL-AP2023_0040 du 13 avril 2023 relative au budget primitif 2023 ;
- Vu** le rapport n°2023-002028 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu** l'avis de la Commission Développement économique et Coopération décentralisée du 14 décembre 2023 ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,
Le Conseil Départemental,

DÉCIDE

- Article 1 :** d'autoriser le président du conseil départemental de Mayotte à signer la convention de partenariat entre le MEAE, le MOM et le Conseil Départemental de Mayotte pour développer leur travail conjoint pour la coopération dans le sud-ouest de l'océan Indien et l'insertion de Mayotte dans son environnement régional ;
- Article 2 :** d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre de cette délibération ;
- Article 3 :** En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de l'État dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental

Ben Issa OUSSENI



Entre l'État représenté par

LE MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

et

LE MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES OUTRE-MER

d'une part,

et

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE MAYOTTE

d'autre part,

Vu la délibération du conseil département de Mayotte du *[jour mois année + référence éventuelle]* autorisant le président du conseil départemental de Mayotte à signer la présente convention.

Vu les compétences du département de Mayotte en matière d'actions extérieures prévues par le code général des collectivités territoriales, en particulier aux articles L. 3441-1 à L. 3441-8 et L. 4433-1 à L. 4433-4-5-1.

Situé dans le canal du Mozambique, le département français de Mayotte est un poste avancé de la France et de l'Union européenne dans le sud-ouest de l'océan Indien et dans l'espace Indopacifique.

Afin de renforcer le rayonnement régional de ce territoire, de conforter ses perspectives de développement et d'œuvrer encore davantage au bénéfice de ses habitants, l'Etat et le Département confirment leur souhait de coopérer selon les modalités suivantes :

Article 1 – Objet de la convention

L'Etat et le Département se proposent d'établir par la présente convention un cadre général de partenariat et de dialogue. Celui-ci leur permettra de développer leur travail conjoint pour la coopération dans le sud-ouest de l'océan Indien et l'insertion de Mayotte dans son environnement régional.

Article 2 – Axes de collaboration

L'Etat et le Département souhaitent notamment œuvrer sur les domaines d'action suivants :

- un accompagnement du Conseil départemental de Mayotte dans la définition de sa stratégie internationale ;
- un dialogue renforcé pour promouvoir ensemble des objectifs partagés et améliorer la connaissance mutuelle de leurs actions et de leurs priorités respectives dans le sud-ouest de l'océan Indien, au bénéfice de la coopération régionale et de l'insertion de Mayotte dans son environnement régional ;

- un renforcement des échanges humains entre Mayotte et les pays du sud-ouest de l'océan Indien, notamment par des formations réciproques pour les agents appartenant aux administrations signataires de la présente convention appelés, dans le cadre de leurs fonctions, à œuvrer en faveur de l'insertion régionale de Mayotte et de la coopération dans le sud-ouest de l'océan Indien.

Article 3 – Établissement d'un Comité pour l'insertion régionale de Mayotte

1. La présente convention établit un Comité pour l'insertion régionale de Mayotte (CIRM), cadre privilégié de dialogue entre l'Etat et le Département.
2. Le CIRM est chargé de :
 - proposer des orientations pluriannuelles en matière de coopération ;
 - définir une feuille de route annuelle qui décline ces orientations pour l'année à venir ;
 - identifier la formation nécessaire à certains agents territoriaux aux enjeux internationaux et au protocole diplomatique, sur financement du département de Mayotte, afin de contribuer à la montée en compétence de l'encadrement de Mayotte ;
 - assurer le suivi des initiatives de coopération engagées dans le cadre de la présente convention.
3. Le CIRM est constitué de représentants désignés par les signataires de la présente convention sur une base paritaire. Il est présidé par l'ambassadeur délégué à la coopération régionale dans l'océan Indien et par un représentant désigné par le Conseil départemental de Mayotte.
4. Le CIRM se réunit sur un rythme semestriel. L'Etat et le Département définissent annuellement un calendrier de consultations. L'ordre du jour des réunions du CIRM est constitué conjointement par consensus entre l'Etat et le Département.
5. Les décisions du CIRM sont adoptées par consensus et n'entraînent pas d'obligations juridiques pour l'Etat et le département.
6. Le secrétariat du CIRM est assuré conjointement par le conseiller diplomatique du préfet de Mayotte, adjoint de l'ambassadeur délégué à la coopération régionale dans la zone océan Indien, et par le directeur de la coopération du Conseil départemental de Mayotte.

Article 4 – Mise en œuvre

4.1. Modalités de mise en œuvre

1. La présente convention revêt un caractère non-contraignant et ne crée pas de droit ni d'obligation pour ses signataires.
2. Les axes de collaboration définis à l'article 2 sont non-exclusifs et non-impératifs.
3. L'Etat et le Département seront chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application des termes de la présente convention, et de la connaissance de cette convention et des activités de coopération qu'elle permet dans leurs administrations respectives.

4. L'Etat et le Département mettront en œuvre les axes de collaboration déterminés en faisant appel à leurs ressources humaines et matérielles respectifs et en mobilisant le cas échéant les moyens et leviers d'action dont ils disposent.

4.2 Modalités de financement

La présente convention n'établit aucun nouvel instrument de financement.

4.3 Conventions spécifiques

Des conventions spécifiques pourront être annexées à la présente convention afin de décliner ses objectifs.

Article 5 – Communication

L'Etat et le Département s'efforceront de concerter les actions de communication liées aux activités menées en commun dans le cadre de la présente convention.

L'Etat et le Département définiront conjointement, pour les actions le nécessitant, les modalités de diffusion des travaux réalisés en commun. Ils feront apparaître sur tout support de diffusion les logos de chacun des signataires, dans des formats similaires.

Le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères soutiendra les actions de communication liées à l'insertion régionale de Mayotte par les moyens les plus adaptés. Les ambassades de la région participeront, lorsqu'elles le jugeront pertinent, à la diffusion des communications relatives à la coopération internationale du département de Mayotte.

Article 6 – Durée de la convention

La présente convention est établie pour une durée de trois ans, à compter de sa date de signature. Elle est renouvelable expressément pour une durée identique.

Article 7 – Résiliation

L'Etat ou le Département peut résilier la présente convention en le justifiant, en cours d'exécution, par la notification formelle à l'autre partie. La résiliation prend effet à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la réception de cette notification et après clôture des actions engagées à la date du préavis.

Fait en trois (3) exemplaires originaux,

À [lieu], le [date]

Pour la Ministre de l'Europe et
des Affaires étrangères

Pour le Président
Mayotte

Envoyé en préfecture le 02/01/2024
Reçu en préfecture le 02/01/2024
Publié le
ID : 976-229850003-20231218-DL1812230265-DE



Pour le Ministre de l'Intérieur
et des Outre-mer